



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE VAUCLUSE

Direction départementale
de la protection des populations
Service prévention des risques et production
Affaire suivie par : Isabelle ABBATE
Téléphone : 04 88 17 88 84
Télécopie : 04 88 17 88 99
Courriel : isabelle.abbate@vaucluse.gouv.fr

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

N° 2014363-0005 du 29 décembre 2014

**Mettant en demeure la société
MADER COMPOSITES France située sur le
territoire de la commune de SORGUES,
de respecter les dispositions de l'article 4.3.8 de
l'arrêté préfectoral d'autorisation du 4 juin 2008 et
de l'article 32 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998**

LE PRÉFET DE VAUCLUSE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR

VU le Code de l'Environnement et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté préfectoral n°SI 2008-06-04-0030-PREF du 4 juin 2008 autorisant la société CRAY VALLEY à exploiter sur le territoire de la commune de Sorgues, 145 avenue des Frères Lumière, un établissement spécialisé dans la fabrication de résines utilisées dans la préparation de peintures et vernis ;

VU le récépissé de changement d'exploitant délivré par le préfet de Vaucluse le 9 février 2010 à la société MÄDER Composites France, exploitant en lieu et place de la société CRAY VALLEY, l'établissement spécialisé dans la fabrication de résines à Sorgues ;

VU le rapport CERECO n°B14/R8759/031 établi le 23 octobre 2014 suite au contrôle inopiné effectué sur les rejets liquides de l'établissement MÄDER Composites France à Sorgues, le 24 septembre 2014 ;

VU le rapport de l'Inspection de Installations Classées en date du 20 octobre 2014 faisant suite à la visite d'inspection du 3 juin 2014 ;

VU la lettre de l'inspection des installations classées en date du 18 novembre 2014 informant la société MÄDER Composites France des résultats du contrôle inopiné susvisé ;

VU les résultats pour l'année 2014 de l'autosurveillance du rejet des eaux industrielles réalisée par l'exploitant conformément aux dispositions de l'article 4.3.9 de l'arrêté préfectoral du 04 juin 2008 et transmis par courriels des 18 et 24 novembre 2014 à l'Inspection des Installations Classées ;

VU le rapport de l'Inspection des Installations Classées en date du 24 novembre 2014 proposant à Monsieur le préfet de Vaucluse de mettre en demeure la société MADER COMPOSITE France, et transmis à l'exploitant par courrier du 24 novembre 2014, conformément aux articles L 171-6 et L 514-5 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite en date du 03 juin 2014, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté que, sur la base des résultats d'autosurveillance pour l'année 2013, la concentration limite fixée pour l'indice phénols par l'arrêté préfectoral du 4 juin 2008 susvisé est systématiquement dépassée ;

CONSIDERANT que les résultats du contrôle inopiné susvisé mettent en évidence des dépassements des valeurs limites d'émission, en flux et concentration, pour le paramètre « indice phénols » fixées par l'arrêté préfectoral du 4 juin 2008 susvisé ;

CONSIDERANT que les résultats d'autosurveillance pour l'année 2014 confirment les dépassements systématiques des valeurs limites d'émission, en flux et concentration, pour le paramètre « indice phénols » fixées par l'arrêté préfectoral du 4 juin 2008 susvisé ;

CONSIDERANT ainsi que les prescriptions de l'article 4.3.8 de l'arrêté préfectoral du 4 juin 2008 susvisé ne sont pas respectées par la société MÄDER Composites France ;

CONSIDERANT que les résultats d'autosurveillance pour l'année 2014 font également apparaître des dépassements de la valeur limite en concentration fixée par l'arrêté ministériel du 02 février 1998 susvisé pour les substances visées à l'annexe Vb de ce même arrêté ;

CONSIDERANT ainsi que les prescriptions de l'article 32 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998, en ce qui concerne la valeur limite en concentration fixée par l'arrêté ministériel du 02 février 1998 pour les substances visées à l'annexe Vb de ce même arrêté, ne sont pas respectées par la société MÄDER Composites France ;

CONSIDERANT que les conditions actuelles d'exploitation peuvent porter atteinte aux intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement ;

CONSIDERANT en conséquence qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L. 171-8-I du Code de l'Environnement en mettant en demeure la société Mäder Composites France de respecter les prescriptions susvisées ;

Sur proposition de Madame la directrice départementale de la protection des populations,

ARRETE :

ARTICLE 1

La société MÄDER Composites France est mise en demeure, pour le site qu'elle exploite sur la commune de Sorgues, de respecter les prescriptions suivantes dans un délai d'un mois pour ses effluents aqueux industriels :

- Article 4.3.8 de l'arrêté préfectoral du 4 juin 2008 en ce qui concerne les valeurs limites en concentration et en flux pour l'indice phénols ;
- Article 32 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié en ce qui concerne la valeur limite fixée pour les substances visées à l'annexe V.b du même arrêté.

En cas d'impossibilité pour l'exploitant de respecter les prescriptions ci-dessus, les effluents aqueux industriels seront éliminés dans une installation de traitement dûment autorisée, comme prévu par les dispositions de l'article 4.3.9 de l'arrêté préfectoral du 4 juin 2008 susvisé.

ARTICLE 2

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des poursuites pénales encourues, des sanctions prévues par l'article L 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Nîmes dans les conditions fixées aux articles L. 514-6 et R. 514-3-1 du titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement. Le texte de ces articles est annexé au présent arrêté.

ARTICLE 4

La Secrétaire générale de la préfecture de Vaucluse, la directrice départementale de la protection des populations, le maire de Sorgues, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Vaucluse, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant.

Avignon, le 29 DEC 2014

**pour le Préfet,
la Secrétaire Générale**

Martine CLAVEL

ANNEXE

Article L514-6

- Modifié par Ordonnance n°2012-34 du 11 janvier 2012 - art. 13

I.-Les décisions prises en application des articles L. 171-7, L. 171-8 et L. 171-10, L. 512-1, L. 512-3, L. 512-7-3 à L. 512-7-5, L. 512-8, L. 512-12, L. 512-13, L. 512-20, L. 513-1, L. 514-4, du I de l'article L. 515-13 et de l'article L. 516-1 sont soumises à un contentieux de pleine juridiction.

Un décret en Conseil d'Etat précise les délais dans lesquels ces décisions peuvent être déférées à la juridiction administrative.

II.-supprimé

III. — Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

IV.-Le permis de construire et l'acte de vente, à des tiers, de biens fonciers et immobiliers doivent, le cas échéant, mentionner explicitement les servitudes afférentes instituées en application de l'article L. 111-1-5 du code de l'urbanisme.

Article R514-3-1

- Créé par Décret n°2010-1701 du 30 décembre 2010 - art. 2

Sans préjudice de l'application des articles L. 515-27 et L. 553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L. 514-6 et aux articles L. 211-6, L. 214-10 et L. 216-2 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

-par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;

-par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée